

*Intro : Un rassemblement en deux temps avec une première prise de parole centrée sur la solidarité avec les Ukrainien-ne-s et l'accueil des réfugié-e-s puis une seconde davantage centrée sur l'appel à la paix en Ukraine*

## **partie 1 : Solidarité avec le peuple ukrainien et accueil de tous les réfugié-e-s – Place Châtelet**

Nous, citoyen-ne-s, organisations syndicales et partis politiques, sommes rassemblé-e-s ce samedi 19 mars pour exprimer à nouveau, avec l'extrême gravité qu'exige la situation, toute notre solidarité au peuple Ukrainien, plongé dans une souffrance indicible depuis le 24 février dernier.

C'est d'abord à lui, à toutes ces femmes, ces hommes, ces enfants exposés au feu des bombes, à ces familles entières contraintes à l'exil, à ces hommes et ces femmes résistant courageusement à l'invasion russe que nous pensons.

Les réfugié-e-s sont plus de 2,5 millions à avoir fui le conflit. Les frontières européennes doivent être ouvertes et l'assistance garantie à l'ensemble de ces réfugié-e-s, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau.

L'Union Européenne accorde, à ces réfugié-e-s, l'accès au dispositif exceptionnel de la protection temporaire...mais, en dehors des Ukrainien-ne-s, seuls les ressortissants de pays qualifiés de « non sûrs » par l'UE peuvent également y avoir accès. Ce n'est pas acceptable. Cette protection doit être accordée à toutes les personnes fuyant l'Ukraine !

D'autre part, cette protection temporaire, comme son nom l'indique, est conçue comme provisoire. Or, comme le conflit risque de se prolonger et comme la République Française, par ses procédures, incite ces personnes à s'installer en France en leur permettant notamment de travailler ou de poursuivre des études, ces personnes doivent aussi avoir accès au statut de réfugié-e-s. Donc elles doivent aussi être invitées et soutenues dans leurs demandes d'asile.

Il n'est pas question qu'on assiste ici, à nouveau, à l'enchaînement infernal : Une guerre ici, on s'émeut, on accueille puis on s'habitue, on oublie puis on expulse dans le plus grand silence !

Concernant cet accueil des réfugié-e-s, il repose à ce jour, dans l'urgence, principalement sur la bonne volonté de particuliers, sur l'engagement des associations, des collectivités locales et l'attachement au service public des fonctionnaires du système de Santé et d'Éducation.

Ces particuliers comme ces collectivités, ces associations et ces agents publics sont, depuis des années, mais encore plus aujourd'hui, confrontés à l'augmentation du coût de la vie et à une pénurie de moyens pour remplir leurs missions notamment d'accès aux soins et à l'éducation pour tou-te-s et partout.

Il est urgent que des moyens soient débloqués par l'État non seulement pour faire face à l'urgence de la situation des Ukrainien.ne.s mais aussi pour renforcer l'ensemble de ces acteurs essentiels de la solidarité nationale que sont les associations, les collectivités et les services publics. Une attention toute particulière doit ici être accordée aux moyens des dispositifs de l'Éducation Nationale en matière de formation au Français comme Langue étrangère que ce soit à destination des jeunes (dispositifs UPEAA) ou des adultes (formations du GRETA).

Enfin, nos organisations, membres du collectif AERéSP 28, vous invitent cette après-midi, de 15h à 23h à la Bourse du Travail-Maison des Syndicats à Chartres, à la rencontre festive autour des réfugié-e-s qu'organise ce collectif. C'est notamment en raison de notre participation à cette rencontre que nous avons proposé ce rassemblement ce matin...Les Ukrainiennes d'Eure-et-Loir n'ont pas souhaité s'y associer ce matin car elles tenaient, ce que nous comprenons parfaitement, à

conserver le même horaire de fin d'après-midi pour leur rassemblement afin de permettre aux Ukrainien-ne.s, qui arrivent par dizaines ces jours-ci dans le département, de se retrouver et d'échanger facilement.

## **Partie 2 : Prise de Parole pour la Paix – place des Épars**

Nous, citoyen-ne-s, organisations syndicales et partis politiques, sommes rassemblé-e-s ce samedi 19 mars pour exprimer à nouveau, avec l'extrême gravité qu'exige la situation, toute notre solidarité au peuple Ukrainien, plongé dans une souffrance indicible depuis le 24 février dernier et la déclaration, par Poutine, de la guerre à l'Ukraine.

Nous tenons à apporter également notre soutien à la résistance courageuse du peuple ukrainien et aux opposant.e.s russes et biélorusses à l'invasion de l'Ukraine... Marina Ovsianikova, cette productrice russe de télévision est la plus connue de ces opposantes. Elle a fait irruption sur un plateau de la principale chaîne de TV russe avec ce panneau : « Non à la guerre. Ne croyez pas la propagande. Ils vous mentent ici. »... Pensons aussi à tou-te-s les autres opposant-e-s à la guerre en Ukraine, notamment aux signataires de pétitions et aux manifestant.e.s moins connu.e.s donc plus durement réprimé.e.s... Le courage de tous ces résistant-e-s ukrainien-ne-s, biélorusses, russes à l'invasion de l'Ukraine est immense.

Nous sommes aussi rassemblés ce 19 mars, 60 ans après la fin de la guerre d'Algérie et la signature des accords de paix d'Evian, pour lancer un appel à la paix. Oui nous devons, ici aussi en Eure-et-Loir comme en Ukraine et en Russie, construire un large mouvement populaire et internationaliste pour la paix. Nous devons résister de toutes nos forces à l'escalade militaire c'est-à-dire à la course à l'armement qui ne peut conduire qu'à plus de guerre donc plus de morts donc plus de destructions donc plus de misères.

C'est pourquoi, dans les pas du mouvement pour la paix, nous demandons instamment que la République Française soit porteuse – sur le plan international – d'une proposition de paix.

Cette proposition doit reposer évidemment sur un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de l'agression russe. Cette paix doit déboucher sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité de l'Ukraine.

Cette paix ne sera possible qu'à condition que l'Ukraine obtienne un statut de neutralité garanti par l'ONU et en particulier par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette garantie onusienne devra sans nul doute passer par la mise en place d'une force d'interposition des Nations Unies.

Il est encore possible de rompre l'engrenage fatal de la guerre. Les nombreuses manifestations à travers le monde – y compris en Russie – montrent que les opinions publiques se mobilisent massivement en faveur d'une solution politique et diplomatique.

La France doit prendre les initiatives nécessaires tous azimuts pour réunir l'ensemble des pays européens et entamer en urgence la négociation d'un traité de paix et de sécurité commune en Europe, dans l'esprit de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe et avec pour objectif le retrait de la France de l'OTAN et à terme, la dissolution de l'OTAN, tout en replaçant les Nations Unies au cœur de la construction d'un monde apaisé.

**POUR LA PAIX EN UKRAINE !  
POUR LE RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES RUSSES !  
SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE UKRAINIEN !**